

International

DÉCLIN ET CRAINTES DES CLASSES MOYENNES AUX ÉTATS-UNIS

Julien Damon

25/08/2020

La situation et les perspectives sont, depuis des années, grises pour les classes moyennes aux États-Unis. Le grand sujet, repéré depuis au moins deux décennies, tient de la dualisation grandissante de la société américaine, entre, d'une part, une classe aisée qui exerce professionnellement dans des métiers à grande valeur ajoutée et, d'autre part, une classe de ménages peu qualifiés travaillant dans le secteur des services aux personnes. Entre les deux, la classe moyenne s'effrite et doute, comme nous le montre Julien Damon dans cette note d'analyse.

L'expression *middle class*, presque toujours au singulier, constitue une catégorie statistique centrale. Elle désigne aussi un mode de vie et un espoir de mobilité sociale ascendante.

De façon récurrente, les classes moyennes (en français le pluriel est de mise) sont dites en déclin. Si la perspective se discute de ce côté de l'Atlantique, aux États-Unis l'observation d'un effritement y est incontestable.

De façon tout aussi récurrente, ces classes moyennes font l'objet d'annonces politiques sur l'impérieuse priorité qui leur est donnée. En France, comme aux États-Unis. Barack Obama s'était présenté aux élections présidentielles de 2008 comme le candidat des classes moyennes. Pendant son premier mandat, le vice-président Joe Biden s'est vu confier, pour le compte du président, la responsabilité et la direction de la « *Middle Class Task Force* ». Pendant la campagne présidentielle de 2012, chacun des deux camps a tenu à se présenter comme le meilleur protecteur de ce cœur économique et social des États-Unis. Les deux candidats, s'évertuant en propositions visant à garantir l'*American way of life* pour la *middle class*, se sont disputé cet électorat. Signe de l'importance et de la sensibilité du sujet, une gaffe du vice-président Joe Biden, pourtant en charge du dossier, a été largement commentée. Lors d'un meeting précédant le premier débat des deux candidats, il a en effet mis en garde contre toute nouvelle atteinte, sur le plan fiscal, qui accablerait des classes moyennes, déjà « dévastées depuis quatre ans », soit sous le mandat Obama. Chargé de promouvoir et de protéger les classes moyennes, le vice-président prenait acte de leur

dévastation sur le temps de son mandat. La gaffe, cependant, n'a pas été politiquement fatale. On verra ce qu'il sortira de la nouvelle campagne présidentielle de 2020 avec le même Joe Biden, désormais candidat démocrate à l'élection présidentielle.

En tout état de cause, peu d'indicateurs semblent au vert pour ce qui concerne les classes moyennes et l'évolution de leur situation. C'est ce qui se repère à partir d'une revue bibliographique d'une dizaine d'ouvrages américains sur ce thème, depuis une dizaine d'années. Des recensions de ces livres, dont ceux de deux analystes importants sur ce thème (Tyler Cowen et Joel Kotkin), permettent de souligner l'écrasement et le ressentiment de ces catégories sociales centrales. Ces lectures, en 2020, conduisent à envisager de sombres perspectives pour le monde dit, en France, « d'après ». Car les leçons à partir du cas américain intéressent, *mutatis mutandis*, la France.

Victimes de la progression des inégalités et de la sécession des élites

Dans un assaut contre les inégalités, l'économiste de Cornell University Robert H. Frank signale, en 2007, combien, à son avis, leur progression aux États-Unis a pu avoir un impact néfaste sur la classe moyenne. Co-auteur du célèbre *The Winner-Take-All Society*, qui fustigeait une société de marché où le gagnant ramasse toute la mise, Robert H. Frank débute par un rappel des faits. De 1949 à 1979, les ressources des Américains ont augmenté à peu près dans les mêmes proportions dans toutes les strates de la population. De 1980 à 2000, le revenu moyen des 20% les plus défavorisés n'a augmenté que de 9%, celui des 20% se situant au centre de la distribution a progressé de 15%, quand celui des 20% les plus aisés s'est accru de 68%. Parmi ces derniers, les 1% les plus riches ont vu leurs revenus augmenter de plus de 200%. Autre statistique rappelée par Robert H. Frank : en 1980, les patrons des 200 plus grandes entreprises gagnaient 42 fois plus que l'employé moyen ; en 2000, ils gagnaient 500 fois plus. L'ordre de grandeur, continuellement rappelé dans les débats techniques et politiques, est le même en 2020.

Robert H. Frank martèle que tout est contexte et comparaison. À la façon de Bourdieu, aurait pu signaler Robert H. Frank, nous sommes soucieux de classements, et, partant, inquiets de déclassements. Avec l'explosion des revenus des riches et la faible progression de ceux de la classe moyenne, ce qui est jugé nécessaire est devenu plus coûteux, notamment pour l'immobilier (nombre de pièces, équipements, aménagement intérieur, localisation). Pour tenter de suivre les riches, les ménages de la classe moyenne ont été forcés de travailler davantage, de s'endetter, de passer plus de temps dans les transports. En un mot, la vie de la classe moyenne s'est certes améliorée, mais bien moins que ce qui aurait été possible si les inégalités avaient été plus

restreintes. D'où une préconisation majeure, à rebours de la politique conduite sous George Bush : l'augmentation des impôts, en particulier des impôts progressifs, pour financer des services publics, ceux-ci devant d'abord bénéficier à des classes moyennes que Robert H. Frank juge « sacrifiées ».

Le fossé qui, incontestablement, s'élargit, aux États-Unis, entre les plus riches (disons les 1% et, parmi eux, les 0,1% les mieux lotis) et le reste de la population est encore décrit et expliqué par deux enseignants américains de science politique : Jacob S. Hacker et Paul Pierson. Au tournant des deux décennies 2000 et 2010, ils disculpent d'abord deux accusés traditionnels (la globalisation financière ou le changement technologique). Revenant sur quarante ans d'histoire politique, ils soutiennent que c'est toute l'action publique américaine qui a été détournée au profit des super-riches et au détriment de la classe moyenne. La thèse, qui n'est pas forcément neuve, mais bien amenée, nous plonge dans les arcanes d'une démocratie problématique. Depuis les années 1970, que le pouvoir soit aux mains des démocrates ou des républicains, ce sont les mieux organisés (les plus aisés) qui ont su faire valoir leurs positions et propositions, en termes de baisse d'impôt notamment ou de dérégulation. En un mot, le « *big business* » a pris le pouvoir à Washington. L'hyperconcentration de la richesse a transformé le pays, selon l'un des mots des auteurs, en un « Richistan » vivant aux dépens de la *middle class*, pourtant majoritaire, mais moins puissante. Et ce n'est pas l'économie qui est en cause. C'est la politique.

En raison de la situation dégradée de sa *middle class*, c'est toute l'Amérique qui serait déliquescence. Abandon des classes moyennes et incurie de l'establishment sont décrits en 2010 par la célèbre Arianna Huffington dans un essai polémique. Cofondatrice du site influent *The Huffington Post*, cette éditorialiste, passée du conservatisme au progressisme, a pris la défense des classes moyennes. Celles-ci constitueraient la « colonne vertébrale » de la nation. Appuyant son analyse sur des récits de familles déclassées, des extraits de télé-réalité et une multitude d'études et de coupures de presse, l'auteur dépeint les victimes de la crise immobilière de la fin des années 2000. Elle relate la multiplication des saisies, les centaines de milliards de perte de valeur immobilière et – avec des accents misérabilistes – la situation d'un pays où, nous dit-elle, 2% des enfants seraient sans-abri (ce qui est très excessif). Arianna Huffington souligne l'enrichissement des très riches et la stagnation (voire la régression) des revenus des autres. Elle met en parallèle, d'une part, les sommes gigantesques injectées, après 2007, dans le sauvetage du système bancaire et dans le secteur militaire et, d'autre part, celles économisées dans le cadre du désengagement des services sociaux. Son idée force tient dans la « trahison » et l'« arnaque » dont serait victime la classe moyenne. Tout serait lié à la cupidité de l'élite, à la « fusion » entre Washington et Wall Street. Sa dénonciation du système politique pourri par les lobbies se double d'un tableau, souvent exagéré, d'une Amérique « délabrée », aux infrastructures obsolètes et aux réseaux archaïques. En

un mot, les États-Unis deviendraient actuellement un pays du tiers-monde, avec, d'un côté, les très riches et, de l'autre côté, tous les autres. Le titre de l'édition originale était même *L'Amérique du tiers-monde*.

Toujours du côté démocrate, ce sont deux anciens conseillers de Bill Clinton, dont on se rappelle la formule « *It's the economy stupid* », qui ont pris la plume en 2012 avec un ton vif pour soutenir la classe moyenne américaine. Publié avant et pour la réélection du président Obama, l'ouvrage de James Carville et Stan Greenberg, compilant données, dialogues des auteurs et entretiens, contient une nouvelle invitation à fixer la protection de la classe moyenne américaine comme priorité absolue de l'action publique. S'attaquer aux privilèges des plus aisés, selon les deux auteurs, n'est pas un retour à la lutte des classes, mais une question de survie pour le pays. Certes, il n'est pas facile de faire entrer cette classe moyenne dans une boîte de statistiques, mais ils rappellent que trois Américains sur cinq estiment en faire partie (Français et Américains partagent traditionnellement cette opinion). Les deux stratèges politiques ont une définition assez large de cet ensemble, qui va des familles tout juste au-dessus du seuil de pauvreté à celles qui disposent de 125 000 dollars par an. « Moteur de l'Amérique », cette catégorie centrale se distingue par son engagement dans le travail, mais aussi par un relatif déclin de ses conditions de vie lié à l'érosion de son niveau de vie, remettant donc en cause le célèbre *American way of life*. Sur les trente dernières années, les ménages se situant autour du niveau de vie médian ont vu leurs revenus augmenter jusqu'à la fin des années 1990 puis se stabiliser (effet Bush, selon les auteurs) et baisser (effet crise). Leur nombre annuel d'heures de travail a pourtant augmenté (200 heures de plus par rapport à 1979), tout comme leur endettement. En un mot, tout va plus mal, et ce pour la plus grande partie de la population des États-Unis, tandis que les 1% les plus aisés ont vu leurs conditions de vie s'améliorer plantureusement, en se détachant d'ailleurs de l'orbite des autres catégories. Quelles solutions, selon James Carville et Stan Greenberg ? Taxer massivement les plus riches et investir puissamment dans l'éducation et les équipements, tout en réduisant les déficits.

Le camp démocrate n'est pas le seul à se soucier de l'évolution de la stratification sociale et de la *middle class* américaines. Dans le camp conservateur, Charles Murray a lui aussi fait les mêmes constats d'involution de la classe moyenne. Dans un livre que les deux précédents auteurs présentent comme « doctrinaire » mais essentiel à connaître, Charles Murray revient sur les transformations récentes de la *middle class* blanche et sur la sécession de l'élite américaine. Alors qu'il a beaucoup écrit sur les fractures raciales, Charles Murray analyse les nouvelles ségrégations sociales des États-Unis. Une « super-classe » (dont le nombre de personnes qui la compose peut aller de quelques dizaines de milliers d'individus à 5% de la population), vit de plus en plus comme une véritable classe sociale, séparée du reste de la société. Plus riches et moins obèses, plus diplômés et au QI plus élevé, ces individus connaissent une homogamie renforcée et une

concentration géographique accrue (dans des quartiers à « super code postal »). La ségrégation territoriale passe d'abord par le haut. Parallèlement, la classe moyenne américaine s'effondre. Hommes et femmes ne se marient plus, ne s'engagent plus dans la collectivité, gagnent moins, dépendent plus des transferts sociaux. Alors que les experts démocrates, face à ces inégalités de comportements, de situations et de destins, dénoncent une insupportable injustice que les pouvoirs publics doivent combattre, Charles Murray écrit que l'essentiel doit venir d'un sursaut civique dans toutes les composantes de la société. Il en ressort un plaidoyer pour le mariage, l'assiduité, la foi, l'honnêteté. Tentée par le modèle européen de dépenses sociales (qui mènerait, selon Charles Murray, à la faillite), l'Amérique doit se ressaisir. Le point n'est pas de viser une mythique égalité (que démentent, toujours selon Charles Murray, neurosciences et génétique) mais d'assurer un sentiment de communauté et de responsabilité. Au final, un brulot antiégalitaire d'abord en direction d'une élite qui, valorisant des idées progressistes pour tous, se comporte pour elle de façon conservatrice. Selon Charles Murray, l'élite devrait prêcher pour que tout un chacun, notamment au sein de la *middle class*, se comporte comme elle. Des thèses fortes dans un ouvrage fait pour la controverse qui souligne, à sa façon, que la *middle class* – en tout cas le bas de la classe moyenne – glisse dans une triple déchéance économique, sociale et morale.

Extinction et autosatisfaction

Économiste de renom, animateur du célèbre blog marginalrevolution.com, Tyler Cowen produit des travaux notables sur les classes moyennes. Selon lui, comme beaucoup d'autres, l'Amérique, dont la classe moyenne continue à s'effilocheur pour cause de mutations numériques, se polarise entre bénéficiaires et victimes des nouvelles réalités économiques. Elle s'unifie, cependant, dans une forte complaisance à l'égard des équilibres actuels.

La situation des classes moyennes américaines, comprimées entre des riches plus riches et plus nombreux et des pauvres un peu moins pauvres mais eux aussi plus nombreux, n'est donc pas bonne. Et elle devrait encore, selon un livre important de Tyler Cowen, empirer. Sa thèse centrale, en 2013, porte sur la polarisation. Des gagnants (entre 10% et 15% de la population), qui savent faire fructifier le numérique, vont prospérer et vivre de façon captivante. Les perdants, remplaçables par les machines intelligentes, devenus inutiles et/ou dépossédés de toute initiative, vont voir leurs revenus stagner ou baisser. En état de subordination intégrale, ils passeront une partie de leur temps sous contrôle total (des machines comme des consommateurs) et l'autre partie en s'abrutissant de vidéos, en particulier pour leurs loisirs. Pour Tyler Cowen, effritement des classes moyennes et croissance des inégalités, dans un pays vieillissant, ne conduiront pas à l'émeute, mais à l'abêtissement. Au fond, la perspective n'est pas neuve. Il s'agit de l'annonce récurrente des catastrophes sociales à attendre du progrès technique, ici automatisation et robotisation

poussées à leur plus haut niveau. Selon Tyler Cowen, la fracture numérique va dégénérer en fracturation sociale, avec une intelligence artificielle excluant les plus faibles intellectuellement. Confrontés à une diminution des revenus moyens, les Américains vont demander des produits et services de plus faible qualité, tout en réclamant des programmes sociaux plus réduits. La population, plus âgée et moins aisée, va aller vivre, télétravailler et être téléformée dans des territoires périurbains moins équipés, mais moins coûteux. La classe moyenne typiquement américaine sera conduite à une frugalité forcée. Le lecteur appréciera, ou non, ces pages sur l'université comme bureaucratie, qui risque d'être balayée par l'enseignement à distance, ou encore ces développements sur la science (naturelle ou économique) qui fera du chercheur un expert d'analyse de données plutôt qu'un théoricien perdu dans ses idées. Il n'en reste pas moins, pour tous, un livre séduisant, nourri de chiffres solides comme de références de science-fiction (*Minority Report*, *Gattaca*, *Star Trek*). L'ensemble fait un peu penser à Hannah Arendt (que Tyler Cowen ne cite pas) quand elle s'interrogeait sur l'avenir de sociétés de travailleurs sans travail. Avec une perspective, ici, qui n'est pas la révolte ni l'apathie, mais la défection et l'hébétude.

À rebours de certaines idées reçues, Tyler Cowen souligne ensuite, dans un autre ouvrage paru en 2017, l'étourdissement de l'économie et de la population américaines dans un *statu quo* satisfait. Parmi les premiers à dessiner la perspective d'une « grande stagnation », Tyler Cowen met cette fois-ci l'accent sur une Amérique satisfaite d'elle-même. La thèse, originale, porte sur l'aversion croissante au risque et au changement des Américains. Ils déménagent moins : les migrations inter-États ont baissé de moitié depuis les années 1960. Ils entreprennent moins : si quelques startups sont célébrées, le nombre de chefs d'entreprise de moins de trente ans a baissé des deux tiers depuis les années 1980. Qu'ils votent pour Donald Trump ou Bernie Sanders (en 2020, on dirait Donald Trump ou Joe Biden), les électeurs recherchent davantage de garanties et de protections. La révolution numérique n'apporte pas un souffle d'énergie mais des outils en faveur d'un quotidien paisible. Algorithmes et réseaux sociaux favorisent l'homogamie et la quête de tranquillité. Avec les livreurs de pizza et Amazon, les Américains ne sont jamais aussi peu sortis de chez eux. On a beau parler, à longueur de pitch, de disruption et d'écosystèmes innovants, les habitants, dans des quartiers toujours plus spécialisés socialement, aspirent d'abord à du confort. Les classes supérieures, s'affichant libérales, ne veulent rien bouleverser. Les classes moyennes, écrasées par leurs préoccupations financières, ne veulent pas s'émanciper mais progresser. Les pauvres ne se révoltent plus. L'accélération de l'information est mise au service de la décélération du changement social et l'innovation au service du divertissement. Le ralentissement de la vitesse de déplacement dans des villes congestionnées se double d'un ralentissement général de la mobilité sociale. Gentrification et ségrégation se renforcent. L'ensemble nourrit une « économie ossifiée » faite d'abord de désirs de stabilité.

Tyler Cowen analyse des chiffres et des tendances. Il fait aussi part de ses étonnements. En particulier de ce saisissant contraste entre l'effervescence chinoise et l'engourdissement américain. Diminution des mobilisations et des émeutes, effacement des idéologies radicales, retenue de l'effervescence sur les campus : les États-Unis vieillissants ne connaissent aucun mouvement volontariste. Les jeunes, passés du LSD au Prozac, sont gavés de tranquillisants dès l'enfance. Même les LGBT, selon Tyler Cowen, semblent rangés, ne se dressant plus contre l'ordre bourgeois. On pourrait rétorquer, trois ans après cet ouvrage, que le mouvement « Black Lives Matter » (BLM) a redonné de la vigueur aux confrontations politiques américaines.

Selon Tyler Cowen, la vie quotidienne américaine n'a jamais été aussi confortable, mais la situation ne saurait être durable. À force de repousser le changement, les États-Unis se prendront les changements du monde en plein visage. Ils ne sauraient rester enfermés dans une bulle satisfaite à l'écart relatif d'un monde bouillonnant. Le propos est plus domestique que géopolitique. Pour revenir à cette démocratie vivante et innovante vantée par Tocqueville, les Américains, devenus passifs, doivent redevenir risquophiles. Au risque de ce que Tocqueville avait vu : une tyrannie de la médiocrité. Passés d'une culture collective de liberté, incarnée par la voiture personnelle, à une culture individuelle d'aliénation dans le smartphone, ils s'abrutissent. Le mot n'est pas de Tyler Cowen, mais sa statistique, 70 heures d'écrans divers par adolescent chaque semaine, est éloquente.

Ce monde apaisé s'avère défavorable, souligne l'auteur, aux hommes peu qualifiés. Une certaine dévirilisation du pays des cow-boys pèse sur les attentes et les attitudes. Ces hommes malmenés économiquement dans un univers qui a moins besoin de bras pourraient se trouver à la base de certaines rébellions que Tyler Cowen, sans appeler de ses vœux, perçoit. L'avenir risque d'être bousculé. Avant BLM, Tyler Cowen note tout de même que les émeutes de Ferguson en 2015 pourraient être un avant-goût du retour de la violence politique face à la dualisation sociale et raciale du pays. Sur un autre plan, la crise financière de 2007-2008 a été un premier choc érodant le mythe de la stabilité du système financier. Les cyberattaques n'en sont qu'aux prémices d'un essor, numérique, du crime. L'instabilité gouvernementale mettrait en question des politiques publiques aujourd'hui en pilotage automatique. En un mot, Tyler Cowen entrevoit, explicitement, une forme de chaos à l'épicentre desquelles se situent à la fois les difficultés et l'apathie des classes moyennes. Un chaos préalable, souhaite-t-il, à une régénération.

Classes moyennes en danger, dangers des classes moyennes

Les États-Unis vivent incontestablement une polarisation sociale dont pâtissent les classes moyennes, et les classes moyennes supérieures en sont en partie responsables. Ce ne sont pas

seulement des polémistes qui le rappellent tout le temps, ce sont des économistes posés qui décrivent ces phénomènes.

Les États-Unis, nation qui demeure la plus riche du monde, ressemblent de plus en plus à un pays en développement. Tel est le propos sciemment provocateur du professeur émérite au MIT, Peter Temin, qui souligne, en 2017, la disparition progressive de la classe moyenne. Avec les mêmes observations qu'une Arianna Huffington (voir supra), sans avalanche de chiffres ni déluge de définitions, il soutient que la courbe de distribution des revenus ressemble davantage aujourd'hui à un chameau (avec deux bosses donc) qu'à un dromadaire (avec une seule bosse). La dualisation de la société américaine se renforce. En son centre, les classes moyennes, approchées comme les ménages aux revenus se situant entre les deux tiers et le double du revenu médian, s'effilochent. En 1970, 62% des Américains relevaient, ainsi, des classes moyennes. Ce n'est plus le cas que de 42% d'entre eux aujourd'hui. Au-dessus des classes moyennes, les classes plus aisées représentaient 29% des gens, 49% maintenant. Les pauvres comptent toujours pour une personne sur dix. Mais les classes moyennes se sont relativement appauvries. Peter Temin applique aux États-Unis un modèle économique utilisé historiquement pour le tiers-monde. Il en ressort un secteur « capitaliste », rassemblant une minorité de ménages travaillant principalement dans le secteur FTE (finance, technologie, électronique) et une majorité exerçant dans un secteur de « subsistance ». Les plus aisés dominent, par ailleurs, la sphère politique, transformant la démocratie américaine en ploutocratie. L'ensemble se déroule dans un paysage d'infrastructures délabrées et de services éducatifs abandonnés (en particulier pour les plus pauvres). Le tableau sombre est, au fond, assez connu. L'auteur insiste sur d'autres racines que la désindustrialisation et la révolution numérique. Il met l'accent sur l'emprisonnement massif et sur des priorités américaines passées de la guerre contre la pauvreté à la guerre contre la drogue et les pauvres. Dualisation sociale et ségrégation sociale accentuées relèvent aussi, selon Peter Temin, d'un passé esclavagiste qui n'aurait pas été vraiment digéré. À défaut d'investissements publics conséquents et de puissant renouveau démocratique, les perspectives s'avèrent maussades.

Richard Reeves, chercheur à la Brookings Institution, soutient, toujours en 2017, une thèse plus originale. Avant d'être elles-mêmes en danger, les classes moyennes présentent des dangers. Plus précisément, ce sont les classes moyennes supérieures, les ménages les 20% plus aisés, selon l'approche de Richard Reeves, qui se complaisent dans leur situation et bloquent toute transformation. La hiérarchie sociale américaine apparaît figée et la mobilité sociale bloquée. À qui la faute ? À ces 20% de la population qui ont atteint un certain niveau de prospérité et qui font tout pour le conserver. Les chiffres sont clairs. De la fin des années 1970 au début de la décennie 2010, le revenu moyen des 80% d'Américains n'appartenant pas à cette catégorie sociale a crû de 40%, quand celui des 19% plus riches a augmenté de 70% et celui du célèbre 1% le plus favorisé enflait de

190%. Les ménages des classes moyennes supérieures se distinguent sur d'autres plans : ils travaillent plus, s'investissent davantage dans la réussite scolaire de leurs enfants qui réussissent mieux à l'école et se retrouvent plus aisément dans la classe sociale de leurs parents. Vivant ensemble dans des quartiers privilégiés, ils en interdisent de fait l'accès à la majorité des Américains par des prix prohibitifs. En lien avec la sphère politique, ils font valoir leurs intérêts : des réductions d'impôt pour l'investissement immobilier et l'enseignement supérieur, niches fiscales dont ils bénéficient disproportionnellement. En un mot, cette catégorie de la population, sans conscience de ses privilèges accumulés, se sépare des autres. Richard Reeves, s'adressant directement à ses lecteurs, appelle à ce que ces 20% acceptent plus de constructions de logements dans les villes, moins de fiscalité régressive, plus d'efforts pour les quartiers pauvres. Une analyse tonique qui ne peut que retentir avec force de l'autre côté de l'Atlantique, où cette question des 20% et pas seulement du 1% se pose également.

Lutte des classes moyennes américaines et néoféodalisme global

Thèse générale : les États-Unis vivent, de façon relativement sourde mais très puissante, une nouvelle lutte des classes. Ce n'est pas le prolétariat qui s'élève contre les capitalistes. Ce sont les classes moyennes qui se prolétarisent. Marx, dans une période de révolution industrielle, avait prédit cette prolétarianisation. Auteur abondant, géographe et prospectif, Joel Kotkin (directeur de l'excellent site newgeography.com) la déplore, en 2014, surtout dans le contexte de révolution numérique. Joel Kotkin décrit l'affirmation d'une nouvelle stratification sociale. Au sommet, une oligarchie tire son pouvoir des géants du numérique. Cette e-oligarchie se distingue des précédentes car elle n'a pas vraiment besoin de la classe moyenne. Elle s'appuie sur ce que Joel Kotkin appelle une nouvelle cléricature, issue des universités, présente dans les médias et aux commandes de l'industrie du divertissement. Ces clercs distillent une idéologie (soutenabilité environnementale, densité urbaine, valorisation de l'amusement), qui serait aux antipodes du rêve américain. La société américaine bifurque. D'un côté, une classe moyenne inférieure qui se rapproche des plus mal lotis. De l'autre, une population favorisée, qui a tout de même besoin de quelques défavorisés pour assurer des services, qui vit sur le modèle de la « ploutonomie ». Toute l'économie dépend des dépenses de quelques très riches. Une illustration simple : des villes comme New York ou San Francisco sont devenues des « produits de luxe », reléguant la classe moyenne ailleurs. L'auteur relève que la classe moyenne s'identifie en partie à droite au Tea Party et en partie à gauche à Occupy Wall Street, tous unis contre le « 1% » le plus aisé. Afin de s'en sortir, Joel Kotkin plaide pour un renouveau du rêve américain, à l'opposé de bien des tendances actuelles : en finir avec les niches fiscales, accepter l'étalement urbain, investir publiquement dans les infrastructures. Il semble faire confiance aux jeunes générations, dites sacrifiées. Férues d'autonomie et de télétravail, elles pourraient renverser le déclassement américain. Il y a peut-être

des exagérations dans l'argumentation, mais bien des données sont assurées, notamment sur la nouvelle géographie. Les inégalités sont plus élevées à Manhattan qu'en Afrique du Sud. Les villes les plus aisées économiquement et les plus allantes idéologiquement en matière de diversité sont de moins en moins diverses...

Repérant des tendances de stagnation sociale et de calcification des hiérarchies, Joel Kotkin s'inquiète, en 2020, dans un nouvel ouvrage, d'un néoféodalisme à l'œuvre. Si le premier terrain d'observation est les États-Unis, l'approche se veut globale. Un peu partout dans le monde, une nouvelle stratification sociale, rappelant les ressorts de la féodalité, se renforce. Une aristocratie financière high-tech tient de plus en plus fermement les pouvoirs. La cléricature intellectuelle, passée par des universités uniformisées, tient le registre des idées, protège les croyances et fait craindre des apocalypses. La majorité des populations subit, malgré les promesses d'autonomie, une dépendance et une instabilité accrues, avec un prolétariat industriel devenu précarat tertiaire. Ce « revival » féodal ne ramène pas les structures sociales médiévales, mais signe le déclin du capitalisme libéral. À rebours de la dynamique de démocratisation de la propriété, typique de la consolidation des classes moyennes, la concentration croissante des richesses passe davantage par l'héritage que par la réussite. Joel Kotkin cite ici souvent Thomas Piketty. L'oligarchie qui ressort s'appuie sur une classe d'inféodés. Le tiers état comprend une vaste classe moyenne parfois propriétaire et le plus souvent laborieuse. Une orthodoxie idéologique, favorable à la mondialisation et mobilisée, au moins en rhétorique, contre le changement climatique, entretient le tout. Avec des slogans mâtinés de vert et de justice sociale.

Géographiquement, la polarisation s'accroît dans les territoires et entre les territoires. De grandes métropoles deviennent fiefs d'élites néoféodales mobiles. Des citadelles de villes moyennes et de zones rurales dépréciées abritent les néoserfs. Ces derniers, rétifs au cosmopolitisme et subordonnés par la technologie, se voient décliner. Leurs modes de vie périurbains, sous surveillance numérique et morale, sont vilipendés. Le pessimisme les gagne. Globalement, ce qui faisait la modernité, notamment en termes de mobilité sociale ascendante, s'affaiblit. En réaction à cet état figé et préoccupant des choses, des populismes de droite et des activismes de gauche s'agitent.

L'avenir ne sera pas apaisé. En témoigne en France, comme le note Joel Kotkin, le mouvement des « gilets jaunes ». L'auteur rappelle que les tendances ne sont jamais inexorables et que le retour au Moyen Âge ne s'impose pas. Reste, note-t-il, que la célébration contemporaine de la frugalité, au nom de l'environnement, prend déjà parfois des accents de l'apologie passée pour la pauvreté (des autres). Expansion des régimes autoritaires à la chinoise, affaiblissement du pluralisme politique, totalitarisme urbain des « *smart cities* » mettent à mal les bases d'un libéralisme qui avait permis la

fin de la première féodalité et l'affirmation de classes moyennes grandissantes et heureuses.

L'analyse de Joel Kotkin, entretenue par des données judicieusement collectées aux quatre coins de la planète, invite peu à l'optimisme. Selon lui, les classes moyennes ne s'en sortiront que par la rébellion. L'ouvrage, rédigé avant la crise récente, s'avère stimulant, car inquiétant. Et vice-versa.